



L'ISLAM EN BOSNIE HERZEGOVINE

Mémoire de géopolitique

du Lieutenant-Colonel Jean-Michel NAAL

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique et religions"

Directeur : Aymeric CHAUPRADE

Avril 2001

L'Islam en Bosnie Herzégovine

Sommaire

INTRODUCTION

1. LE JIHAD ISLAMIQUE

- 1.1. La problématique religieuse du Jihad
- 1.2. Le mouvement islamique contemporain

2. LES MUSULMANS BOSNIAQUES

- 2.1. Les origines
- 2.2. Construction de l'identité musulmane en Bosnie
- 2.3. La montée en puissance du SDA

3. LA SOLIDARITE ISLAMIQUE AVEC LE CONFLIT

- 3.1. Un enjeu majeur
- 3.2. Les acteurs
- 3.3. Bilan

CONCLUSION

Table des matières

Introduction	5
1. LE JIHAD ISLAMIQUE	7
1.1. La problématique religieuse du Jihad	7
1.1.1. Que dit le Coran ?	7
♦♦Le jihadmajeur : un homme meilleur	7
♦Le jihadmineur : défense et justice	7
1.1.2. La charia : guide du croyant	8
♦Un guide individuel	8
♦Un guide collectif	8
1.1.3. Crédibilité de la chari'a	9
♦Complexité	9
♦Des spécialistes indispensables	9
♦Des croyants respectés	9
1.1.4. Querelle historique	9
1.2. Le mouvement islamique contemporain	10
1.2.1. Les acteurs	10
1.2.2. Une expansion fulgurante dans les années 80	11
♦L'attrait fédérateur d'une utopie face à une réalité décevante	11
♦La révolution de 1979	11
1.2.3. Aiguiselements des contradictions	12
♦Un pôle radical face à une vision conservatrice	12
♦Diviser pour régner	12
♦Etablissement du rapport de force	13
1.2.4. Le conflit afghan	13
1.2.5. Implantation occidentale	14
1.2.6. Les années 90 : le déclin	14
♦Légitimité saoudienne remise en cause	14

◆Exportation incontrôlée du jihadafghan	15
1.2.7. Le refus de l'extrémisme	16
◆La recherche de solutions	16
◆Un nouveau pacte social	16
2. LES MUSULMANS BOSNIAQUES	17
2.1. Les origines	17
2.2. Construction de l'identité musulmane en Bosnie	18
2.2.1. Une construction contrariée	18
2.2.2. Emergence d'une nationalité nouvelle	19
2.2.3. Faible adhésion au courant islamiste mondial	21
2.3. La montée en puissance du SDA	21
2.3.1. Victoire électorale	21
2.3.2. Ouverture vers les partis citoyens	22
3. LA SOLIDARITE ISLAMIQUE AVEC LE CONFLIT	23
3.1. Un enjeu majeur	23
3.2. Les acteurs	24
3.2.1. L'Iran	24
3.2.2. L'Arabie Saoudite	25
3.2.3. Le jihad	25
3.2.4. Les organisations humanitaires	27
3.2.5. L'opposition islamiste	28
3.3. Bilan	29
CONCLUSION	30

INTRODUCTION

L'éclatement de la Yougoslavie, sous l'effet des tensions nationalistes entre ses diverses composantes, a rappelé au monde l'existence de populations slaves de confession musulmane. Au centre de l'Europe, elles sont en effet les descendantes oubliées des convertis qu'avait faits l'Empire ottoman lors de son expansion dans les Balkans à partir du quatorzième siècle.

En mars 1992, la déclaration d'Indépendance de la Bosnie-Herzégovine, où vivait la plus grande partie de ces populations, mêlées à des Serbes et des Croates, fut rapidement suivie par une agression militaire de milices serbes contre Sarajevo, capitale du nouvel État. La guerre devait durer plus de trois ans, causer quelque cent cinquante mille morts, contraindre au moins deux millions de personnes à des déplacements forcés, imputables pour la plupart au « nettoyage ethnique ». La Bosnie fut pendant cette période, un enjeu majeur dans le monde de l'islam.

En effet, si la plupart des gens découvraient son existence, les réactions furent souvent enthousiastes à la nouvelle qu'un État musulman venait de naître au cœur de l'Europe. De plus, l'agression serbe et le nettoyage ethnique donnèrent des événements une lecture en termes confessionnels. On y voyait une forme de croisade, un holocauste perpétré pour des raisons religieuses et cela déclencha des formes de solidarité musulmane spécifiques avec ces coreligionnaires retrouvés dans les Balkans.

Des « jihadistes » de Peshawar et de nouvelles recrues, évaluées à quelque quatre mille personnes, partirent combattre en Bosnie. Leur action fut relayée par un afflux massif d'armements, livrés sur l'initiative de l'Iran malgré l'embargo international et par l'injection à grande échelle de financements, saoudiens pour l'essentiel. Un vaste mouvement humanitaire mis en œuvre par les ONG islamistes de toutes tendances, tenta également de gagner le cœur des populations autochtones mais sans parvenir à transformer significativement la guerre en un jihad.

En effet, dans l'ensemble, ce terme ne rencontra guère d'écho parmi les populations musulmanes locales car elles perçurent en d'autres termes la nature du conflit qui les opposait à leurs voisins serbes ou croates.

Ce mémoire se propose de montrer pourquoi.

Il précisera tout d'abord la problématique religieuse du Jihad et rappellera l'ampleur du mouvement islamique contemporain.

Puis, après avoir détaillé les origines de cette population et de cette identité musulmane de Bosnie il décrira, en 1990, l'arrivée au pouvoir très particulière du SDA, un parti « islamique ».

Nous verrons ensuite les tentatives d'intégration du conflit de 1992 dans le jihad international et les causes de son échec.

1. LE JIHAD ISLAMIQUE

1.1. La problématique religieuse du Jihad

Dès lors qu'une religion se présente comme ayant une vocation universelle, la question de sa propagation se pose. Dans le cas de l'islam, il s'agit de porter le message de la foi à la connaissance de tous, mais l'adhésion doit cependant s'obtenir par des moyens pacifiques et sans contraintes. En particulier, les guerres entreprises par des musulmans ne le sont jamais dans un objectif de conquête ou d'agression.

Comment comprendre alors le jihad que l'opinion occidentale, qui s'empresse aux jugements de valeur sans guère prendre le temps de la connaissance, dénonce avec véhémence comme soit un fanatisme médiéval soit une variante religieuse du fascisme ?

1.1.1. Que dit le Coran ?

Le jihad est évoqué dans 11 chapitres du Coran révélés au Prophète à la Mecque. 17 Sourates parmi celles révélées plus tard à Médine viennent en compléter la description. Il se décompose en un jihad mineur (al-asghar) et un autre appelé jihad majeur (al-akbar) .

• **Le jihad majeur : un homme meilleur**

Le jihad majeur fait plutôt référence au côté spirituel de la religion, à la purification de l'âme, à la lutte contre le mal par la volonté individuelle de dépassement pour former un homme meilleur, de vérité, justice et vertu. Elle invite le croyant à être celui que le tout puissant voudrait qu'il soit réellement : un être d'amour, de paix et de lumière. En même temps, il comporte un volet d'apostolat (da'wa). En effet, le bon musulman, dans sa quête vers la purification, doit à chaque fois que cela lui est possible ouvrir l'esprit de ses semblables au message de l'Islam, faire un effort de persuasion pédagogique mais là encore sans esprit d'expansionnisme dominateur.

• **Le jihad mineur : défense et justice**

Le jihad mineur appelle quant à lui plus directement à l'action militaire, à la lutte armée. Mais il le fait dans le cadre d'une guerre de défense face à une agression, une tyrannie ou bien d'une guerre de justice contre la sédition, la violence et la rébellion (y compris contre des musulmans d'ailleurs). S'y ajoute la guerre de protection, qui soutient et assiste l'appel missionnaire de l'islam, cette dernière partie apparaissant sans doute comme la plus douteuse.

Mais globalement, il ressort de l'étude littérale des textes fondateurs de l'Islam que toute guerre est injuste, à l'exception de la lutte menée à des fins défensives, destinée à la libération du territoire, la protection des victimes ou la sauvegarde de la religion bafouée.

Tout ceci devrait nous rassurer, mais malheureusement, cela ne nous assure que d'une chose : la bonne volonté du Prophète. En effet, au fil du temps, la tradition a interprété ces textes et en tire des conclusions parfois assez surprenantes dans la mesure où elles s'en éloignent, voire même semblent contradictoires.

1.1.2. La charia : guide du croyant

• Un guide individuel

Comme on vient de le voir, la religion musulmane comporte une dimension spirituelle de purification. Dans la poursuite de cet objectif, face à ses incitations et ses désirs, le musulman ne fait pas appel à sa conscience mais doit se référer strictement aux textes sacrés censés révéler la volonté du Seigneur. La char'ia est la loi islamique qui en résume l'essentiel pour guider le Croyant dans sa recherche de la vérité. Malheureusement, elle ne répond pas à toutes les situations quotidiennes.

« Des appels à la clairvoyance vous sont parvenus de la part de votre Seigneur. Qui est clairvoyant l'est pour soi-même, et qui est aveugle, l'est à son propre détriment. Je ne suis pas un gardien pour vous » (C.6/104).

Le musulman doit donc non seulement appliquer la chari'a quand cela est possible, mais aussi « improviser » quand sa question n'y trouve pas de réponse explicite et immédiate. C'est pourquoi l'enseignement des sciences religieuses et juridiques réalisé dès le plus jeune âge dans les medressa, les écoles islamistes, apparaît très important dans la religion musulmane.

• Un guide collectif

Mais dans les pays islamiques, on considère que la religion doit aussi avoir un rôle politique et social. Le bon musulman doit non seulement avoir une activité religieuse individuelle mais surtout il doit régler tous les actes de sa vie collective sur les principes de la chari'a. Mais toutes les situations quotidiennes n'y trouvent pas de références, de plus la société évolue, des questions nouvelles se posent. Il faut de nouvelles réponses. Mais ces dernières n'engagent plus cette fois l'individu seul face à sa foi mais la société tout entière dans son fonctionnement global.

Ainsi, à la fois parce que la chari'a va guider la foi individuelle du croyant et surtout parce qu'elle servira de base juridique à l'organisation sociale et politique de la communauté,

il faut s'assurer que l'interprétation des textes est correcte et leur donner un label de crédibilité incontestable.

1.1.3. Crédibilité de la chari'a

- **Complexité**

Il existe en effet non seulement le Coran mais aussi des textes aussi divers que les hadiths explicites et conformés qui regroupent les dires, actes, approbations du Prophète de même que les enseignements de sa vie qui forment la Tradition (Sunna). Des commentaires religieux éclairent tel ou tel point de détail, des traités juridiques sont consacrés à un thème particulier.

- **Des spécialistes indispensables**

Face à cette complexité, de nombreux personnages vont passer leur vie à étudier les textes pour les comprendre. Il existe ainsi des faqih qui sont des juristes spécialisés dans la science du droit musulman. De plus des ouléma (docteurs de la foi), références religieuses respectées, émettent des fatwa qui sont des avis fondés sur les textes sacrés en réponse à des questions précises. Elles constituent ainsi une jurisprudence juridique. L'Imam enfin, surtout pour les chiites qui voient en lui une autorité suprême, apparaît comme le guide et le directeur de la communauté.

- **Des croyants respectés**

Tous ces docteurs de la foi, vont donc devoir se montrer de brillants chercheurs et intellectuels, maniant avec aisance la raison et le droit. Mais de plus, puisque Dieu est censé éclairer le chemin des Croyants, il est évident que ceux qui sont en charge de percer ses mystères doivent se montrer d'une piété exceptionnelle qui seule peut leur garantir la lumière. En particulier quand ils ne manipulent plus des textes mais des idées ou des dogmes dont voici un exemple :

« La chari'a est venu détourner les vrais croyants des incitations de leurs désirs, afin qu'ils soient les serviteurs de Dieu. Pour cette raison, la chari'a ne peut, en aucun cas, être placée au service des désirs de l'homme et de ses intérêts immédiats. » (As-Châtibî : « Al-Mouwâfaqât » : 2, 38.).

1.1.4. Querelle historique

Même si l'Islam, à partir d'une doctrine commune se veut unitaire, différentes écoles de pensée se sont opposées.

L'islam a connu ainsi une première division avec la création du sunnisme et du chi'isme. Les sunnites représentent aujourd'hui 85 % des musulmans et se réclament de l'exemple du prophète. Les chiittes y sont également fidèles mais par la filiation d'Ali son gendre. Ce mouvement représente 15 % de l'oumma et est essentiellement représenté en Iran où il est majoritaire, Irak, Inde, Pakistan et Liban. Puis au gré de querelles diverses, le sunnisme s'est lui-même divisé en plusieurs écoles comme le hanéfite (Turquie, Irak, Syrie, Asie centrale), le hanbalite (Arabie Saoudite) le chaféisme (Indonésie et Afrique noire orientale) ou bien encore le malékite (Afrique du Nord et de l'Ouest). D'autres mouvements sont nés également comme le wahhabisme, doctrine défendue par les disciples d'Ibn abd Wahhab (1703-1792), prédicateur rigoriste dont l'influence prédomine dans l'islam Saoudien. Les salafistes sont eux adeptes des pieux ancêtres (salaf) ou de l'Islam des origines et se caractérisent par un rigorisme extrême. Les Talibans, célèbres surtout en Afghanistan, s'avèrent en fait des étudiants d'une medressa déobandi, école d'oulemas du sous-continent indien, née en 1867 en réaction à la domination britannique.

On comprend mieux maintenant pourquoi face à une telle complexité « juridique » et la diversité des interprétations religieuses qui en sont faites, la vérité soit parfois difficile à trouver.

1.2. Le mouvement islamique contemporain

Le dernier quart du vingtième siècle a été marqué par l'émergence, l'ascension puis le déclin des mouvements islamistes, un phénomène aussi spectaculaire qu'inattendu. Ces groupes politiques voulaient proclamer l'Etat islamique, ne juraient que par le Coran, se réclamaient du jihad et recrutaient leurs militants dans la population des villes. Tout d'abord, ils ont suscité un rejet horrifié : pour les intellectuels de gauche, dans le monde musulman comme en Occident, ils représentaient une variante religieuse du fascisme. Pour les libéraux, ils étaient la résurgence d'un fanatisme médiéval.

Puis, à gauche, on se mit à découvrir qu'ils avaient une base populaire, une implantation de masse. A droite, on nota qu'ils prêchaient un ordre moral, on fit l'éloge du mouvement censé incarner désormais l'authenticité des musulmans d'aujourd'hui, préparant son essor fulgurant.

1.2.1. Les acteurs

Théorisé dès la fin des années 1960 par quelques idéologues, ce mouvement ne s'implante dans les sociétés que pendant la décennie suivante. L'ère islamiste débute

véritablement dans les lendemains de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973.

On trouvera dans ce mouvement la jeunesse urbaine pauvre, issue de l'explosion démographique du tiers-monde, de l'exode rural massif et qui a accès, pour la première fois dans l'histoire, à l'alphabétisation. On y verra aussi la bourgeoisie et les classes moyennes pieuses. Celles-ci sont pour partie les héritières de familles marchandes du bazar et du souk marginalisées au moment de la décolonisation par les militaires ou les dynasties qui s'emparent alors du pouvoir. Elles sont également faites de médecins, ingénieurs ou hommes d'affaires partis travailler dans les pays pétroliers conservateurs. Rapidement enrichis, ils ont été tenus écartés du jeu politique. Tous ces groupes sociaux, que leurs ambitions et leurs visions du monde séparent, vont trouver, le temps d'une génération, dans le langage politique islamiste la traduction commune de leurs frustrations distinctes et la projection transcendante de leurs espoirs divers. Le discours en sera tenu par de jeunes intellectuels, frais émoulus, pour la plupart, des facultés scientifiques et techniques, inspirés par les idéologues des années 1960.

Ainsi, dès la fin des années 1970, les principaux acteurs de la mouvance islamiste sont en place sur la scène politique de la majorité des pays musulmans.

1.2.2. Une expansion fulgurante dans les années 80

Au début de la décennie 1980, l'islamisme se répand partout dans le monde musulman, où il devient la référence majeure des débats sur l'avenir de la société. Le caractère équivoque de son message, dans lequel peuvent se reconnaître aussi bien le capitaliste barbu que l'habitant des bidonvilles, facilite sa propagation.

• **L'attrait fédérateur d'une utopie face à une réalité décevante**

Sa référence religieuse, qui ne le rend comtable en définitive que dans l'au-delà, lui assure un délai de grâce par rapport à ses réalisations concrètes. En promettant de rétablir la société de justice des premiers temps de l'islam, l'Etat instauré par le Prophète à Médine, l'islamisme incarne une utopie d'autant plus attirante qu'elle s'oppose à des régimes précocement usés par la corruption, la faillite économique et morale, l'autoritarisme, la suppression des libertés publiques : l'ordinaire du monde musulman à cette époque.

• **La révolution de 1979**

Le basculement, est scellée par la révolution islamique de 1979 en Iran. Elle a donné à songer aux gouvernants. En s'aliénant en bloc les religieux, le chah était isolé, privé de tout point d'appui dans la société. Khomeini a vaincu parce qu'il a su unifier, dans une dynamique irrépressible, le bazar, les pauvres, et même les classes moyennes laïques qui croyaient

pouvoir disposer à leur gré de celui qu'elles prenaient pour un vieillard charismatique mais impotent. Le contrôle de cette dynamique ne laissera aucune des puissances régionales indifférentes. Certaines s'efforceront de la brider, d'autres de l'encourager, toutes d'intervenir en son sein. Ainsi, en Egypte, au Pakistan, en Malaisie, les gouvernements favorisent l'action des militants en qui ils voient des alliés contre le socialisme encore vivace. Ils ne parviennent pas toujours à contrôler le mouvement populaire qu'ils enclenchent comme en témoigne l'assassinat du président Sadate au Caire en 1981, par le groupe Al Jihad

1.2.3. Aiguiselements des contradictions

• Un pôle radical face à une vision conservatrice

D'emblée, le mouvement islamiste est double et ce sera toute la difficulté de son interprétation. À l'échelle internationale, la décennie de 1980 est dominée par la lutte acharnée que se livrent la monarchie saoudienne et l'Iran de Khomeini. Ce dernier incarnera le pôle radical, galvanisant les masses et mobilisant les déshérités contre l'ordre injuste. Téhéran exporte sa révolution sur le modèle des révolutions française et russe.

La dynastie saoudienne y oppose une politique d'endiguement inspirée par le containment américain contre les Soviétiques durant la guerre froide. Gardienne des Lieux Saints de La Mecque et de Médine, elle mettra sa fabuleuse richesse au service d'une conception conservatrice des rapports sociaux. Elle exalte le rigorisme moral et finance en son nom la diffusion à travers le monde de tous les groupes ou partis qui pourront s'en réclamer.

• Diviser pour régner

Tout l'effort des régimes au pouvoir dans les années 1980 consistera à dissocier les diverses composantes du mouvement islamiste. Ils donneront des gages à la bourgeoisie pieuse pour la détacher des couches populaires, redoutant que les émeutes récurrentes mais sans lendemain ne se transforment désormais en de nouvelles révolutions islamiques. En multipliant les concessions dans le domaine culturel et moral, les pouvoirs établis favoriseront dans l'ensemble le climat de la réislamisation dans une acception réactionnaire. Ils livreront en pâture les intellectuels laïques, les écrivains et autres « élites occidentalisées » à la vindicte des clercs religieux les plus rétrogrades, dans l'espoir que ces derniers donneront l'onction à leur mainmise sur l'Etat. L'Arabie Saoudite jouera un rôle central dans ce processus, distribuant ses largesses, suscitant vocations et allégeances, et « fidélisant » les classes moyennes pieuses grâce aux produits financiers offerts par le système bancaire islamique qui se structure à cette époque.

• Etablissement du rapport de force

La guerre déclenchée contre l'Iran révolutionnaire en 1980 par Saddam Hussein avec la bénédiction des monarchies du Golfe et la bienveillance de l'Occident voit le maître de Bagdad, chef d'un parti laïque, mobiliser à ses côtés la religion pour en ôter le monopole à son adversaire. Téhéran à son tour utilise terrorisme et prise d'otages occidentaux, à travers le Hezbollah libanais, pour faire basculer en sa faveur le rapport des forces, et perturbe le pèlerinage à La Mecque. Mais l'essentiel de ce conflit se déroule en Afghanistan. Le jihad que financent dans ce pays les pétromonarchies de la péninsule Arabique et la CIA a pour but explicite d'infliger à l'Union soviétique entrée à Kaboul en décembre 1979 un « Vietnam » qui précipitera sa chute. À l'échelle de l'islam, il a aussi pour fonction de détourner les militants radicaux du monde entier de la lutte contre le Grand Satan américain — à laquelle les incite Khomeini — et de les canaliser contre l'URSS. Le jihad afghan a une importance cardinale dans l'évolution de la mouvance islamiste à travers le monde.

1.2.4. Le conflit afghan

Il devient la cause par excellence, celle à laquelle s'identifient tous les militants, modérés comme radicaux. Il supplante, dans l'imaginaire arabe, la cause palestinienne et symbolise le passage du nationalisme à l'islamisme. Combattent en Afghanistan, outre les moujahidines originaires de ce pays, des « jihadistes » venus d'Égypte, d'Algérie, de la péninsule Arabique, d'Asie du Sud et du Sud-Est, qui constituent des « brigades internationales ». Surentraînés à la guérilla, vivant en milieu clos, ils élaborent une variante de l'idéologie islamiste axée sur la lutte armée, couplée à un rigorisme religieux extrême. Jusqu'en 1989, les services spéciaux saoudiens, pakistanais et américains sont convaincus de tenir sous contrôle ces « Freedom Fighters » barbus qui participent au grand combat contre l'Empire du Mal soviétique, et fournissent à la cause islamiste la plus exaltée une alternative par rapport à la révolution iranienne. Cette année-là, l'expansion du mouvement connaît son apogée. Dans le soulèvement palestinien, l'Intifada, l'hégémonie de l'OLP est bousculée par Hamas. En Algérie, pionnier du tiers-mondisme, naît le Front Islamique du Salut qui remportera sans appel les premières élections libres depuis l'indépendance. Au Soudan, un coup d'État militaire fait de l'idéologue islamiste Hassan el Tourabi le maître du pays. En Afghanistan, l'Armée rouge se retire consacrant la victoire du jihad et de son parrain saoudien.

1.2.5. Implantation occidentale

Khomeini, qui a dû signer l'armistice avec l'Irak, compense l'échec à exporter la révolution iranienne par la célèbre fatwa appelant à tuer Salman Rushdie. Par ce geste, il projette symboliquement l'espace de l'islam, l'Oumma, dans le monde occidental, en commençant par l'Europe de l'Ouest. Le citoyen britannique Rushdie est décrété passible d'une peine de mort prononcée contre lui par un ayatollah iranien. La même année, le port du voile par des collégiennes musulmanes en France déclenche un débat national qui exprime la percée de mouvements islamistes dans la jeune génération des enfants d'immigrés. Au même moment, la chute du mur de Berlin, prélude à l'effondrement du système communiste, permet à l'Oumma de se déployer politiquement au-delà du Rideau de Fer. Elle inclura graduellement les nouveaux États musulmans d'Asie centrale, du Caucase, puis la Bosnie au centre même de l'Europe et sur laquelle nous reviendrons en détails.

Enfin, la disparition du messianisme socialiste semble libérer un espace d'utopie où l'islamisme doit pouvoir s'engouffrer. Mais le sentiment d'expansion irrésistible qui caractérise alors cette idéologie et les mouvements qui s'en réclament repose sur des fondements sociaux extrêmement fragiles. L'alliance entre la jeunesse urbaine pauvre et les classes moyennes pieuses, scellée par les intellectuels qui élaborent la doctrine islamiste, résiste mal à des affrontements de longue haleine contre les pouvoirs établis. Ceux-ci s'emploient avec une efficacité croissante à dresser les deux composantes du mouvement l'une contre l'autre, en exposant l'antagonisme entre leurs aspirations concrètes, par-delà leur volonté commune mais floue d'instaurer l'Etat islamique et d'appliquer la chari'a.

Contrairement aux attentes des uns et aux appréhensions des autres, la dernière décennie du siècle n'a pas tenu les promesses des années 1980. Une actualité brûlante a propulsé sur le devant de la scène internationale des groupes aussi extrémistes que le GIA algérien et les Talibans afghans, ou l'improbable Oussama ben Laden. Paris comme New York ont subi des attentats spectaculaires perpétrés par des militants se réclamant de cette mouvance. Pourtant l'islamisme, comme amalgame de groupes sociaux différents soudés dans une idéologie commune va commencer à se défaire, précipitant le déclin de l'ensemble. Les violences et la désagrégation marquent de la sorte les années 1990.

1.2.6. Les années 90 : le déclin

• **Légitimité saoudienne remise en cause**

Le détonateur de ce processus a été l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein en août 1990. En déclenchant la guerre pour faire main basse sur le coffre-fort

koweïtien, le maître de l'Irak, ruiné par huit ans d'affrontement contre l'Iran, savait incarner une cause dans laquelle beaucoup d'Arabes comme de musulmans, notamment les démunis, se reconnaîtraient, face à l'égoïsme et aux habitudes somptuaires des pétromonarchies. En menaçant l'Arabie Saoudite, contrainte d'appeler à la rescousse une coalition internationale menée par les Etats-Unis, il révoquait la légitimité religieuse de la dynastie. Celle-ci avait dû inviter des militaires « infidèles » à souiller le sol prétendument sacré de ce pays. Elle ruinait sa prétention à garder le contrôle des Lieux Saints de l'islam. Ce faisant, l'offensive irakienne fit exploser le consensus islamiste qu'avait laborieusement bâti le système saoudien, et qu'il avait réussi à préserver face au maelström de la révolution iranienne. Toute la frange radicale du mouvement ainsi que la jeunesse urbaine pauvre qui s'identifiait à elle se retournèrent contre le royaume et les réseaux internationaux qu'il contrôlait dans lesquels étaient généralement impliquées les classes moyennes pieuses des divers pays musulmans. Outre la dissidence au nom d'Allah apparue sur le territoire saoudien même dès 1991, la désagrégation du conglomérat islamiste se manifesta dans toute son ampleur avec la dérive des « jihadistes » partis pour l'Afghanistan, et qui, depuis leur base de Peshawar, échappèrent désormais à tout contrôle, mordant les mains américaines et arabes qui les avaient nourris.

• **Exportation incontrôlée du jihadafghan**

Ivres du jihad, ces groupes, convaincus d'avoir seuls, fait tomber l'Union soviétique, transposèrent l'expérience afghane à l'ensemble du monde. Ils imaginèrent pouvoir précipiter la chute des régimes « impies » de la planète, en commençant par les pays musulmans, Arabie comprise. Dès la chute de Kaboul aux mains de certains partis de moujahidines, en avril 1992, ils se disséminèrent, avec pour destination principale trois pays : la Bosnie, l'Algérie et l'Égypte. Dans chacun, ils tentèrent de transformer le conflit en un jihad dont ils assureraient le commandement. En Bosnie, comme nous le verrons, ils ne parvinrent pas à « réislamiser » le sens de la guerre civile et les accords de Dayton de décembre 1995 signèrent leur échec. En Algérie, grâce à leur participation aux maquis, ils apportèrent aux combattants islamistes une plus-value considérable en matière de technique guerrière. Mais ils propagèrent une idéologie ultra-extrémiste aboutissant à des exactions qui finirent par les couper des milieux sociaux qui leur avaient été les plus favorables. En Égypte aussi, passé le premier impact spectaculaire de leur violence, ils s'aliénèrent une population qui ne se reconnaissait pas dans des modes d'action et une doctrine mûris dans les camps autour de Peshawar. Dans les trois cas, l'échec commence à se manifester à partir de 1995, après des actions terroristes dont la réussite technique même se retourne contre les intentions politiques de leurs auteurs. L'influence des stages en camp chez les « Afghans » se fait aussi sentir en France où les mieux formés des

activistes arrêtés à la suite des attentats de 1994 et 1995 ont également séjourné.

1.2.7. Le refus de l'extrémisme

Ce découplage entre l'extrémisme des « jihadistes » coupés de la réalité et les aspirations sociales, politiques et culturelles donne un coup d'arrêt à la progression régulière de l'islamisme tout au long des années 1980. L'arrivée au pouvoir des talibans à Kaboul en 1996 entraîne un cortège de mesures coercitives contre les femmes et d'exécutions sommaires de « pécheurs ». Le fanatisme des étudiants des medressas sunnites pakistanaises radicalisés qui massacrent, dans la même haine des impies, leurs compatriotes chi'ites du Penjab et les hindous du Cachemire indien ont effrayé les classes moyennes pieuses. Et l'année qu'a passée aux affaires le gouvernement de coalition dirigé par le Premier ministre islamiste Erdogan en Turquie, en 1996-97, n'a fait qu'accélérer la déréliction de l'alliance que ces classes moyennes et la jeunesse urbaine pauvre avaient conclue dans le langage politique de l'islamisme militant.

• La recherche de solutions

À partir du printemps 1997 en effet, un certain nombre de signes indiquent que plusieurs des acteurs sociaux de la coalition islamiste cherchent à sortir de l'impasse. En Iran, le président Khatami est élu contre la volonté de l'establishment clérical de la République islamique. Mais il obtient le soutien massif de la jeunesse née après la révolution et des classes moyennes urbaines. Cette élection a été l'exemple le plus frappant, symboliquement, de cette volonté de changement et d'un renversement de tendance qui semble désormais fortement engagé. On en trouve d'autres illustrations dans la plupart des pays où les mouvements islamistes ont été puissants. La recherche d'un pacte social nouveau, contracté avec les classes moyennes laïques, autrefois diabolisées commence à s'y substituer à leur idéologie déclinante.

• Un nouveau pacte social

Ce pacte s'articule autour du respect des droits de l'homme ainsi que de l'aspiration à une forme musulmane de démocratie, un terme « occidental » encore voué à l'imprécation il y a peu dans les cercles islamistes. En Indonésie, un président musulman qui se réclame de la laïcité a été élu après la chute de la dictature d'un Suharto qui avait conclu un flirt poussé avec l'intelligentsia islamiste. En Algérie, le gouvernement formé par le président Bouteflika rassemble laïques militants et islamistes modérés. Au Pakistan, le Premier ministre Nawaz Charif, protecteur de la mouvance islamiste a été renversé par un général se réclamant d'Atatürk. Au Soudan, un autre général a mis sur la touche l'éminence grise du régime,

Hassan el Tourabi. Ainsi, beaucoup d'indicateurs convergent pour marquer la déprise d'une idéologie et de l'alliance de classes qu'elle avait cimentée.

Il reste à voir comment ce mouvement évoluera. Les élites au pouvoir bénéficient d'une opportunité historique pour promouvoir la démocratie dans les pays qu'elles contrôlent. Mais sauront-elles en saisir l'occasion, accomplir les sacrifices nécessaires pour élargir leur base sociale. Ou bien persisteront-elles dans une logique d'appropriation patrimoniale de l'Etat, annonciatrice de nouvelles tempêtes et de nouveaux désastres.

2. LES MUSULMANS BOSNIAQUES

2.1. Les origines

A partir de l'éclatement de l'Empire romain, les Slaves constituent le socle de la population de l'Europe centrale.

Il s'agit au VI^e siècle d'une population à la démographie dynamique, qu'unissent une langue, des croyances et une organisation économique commune. Ils sont en effet des agriculteurs semi-itinérants, qui migrent avec leurs troupeaux quand leurs terres sont épuisées. Ils n'ont pas d'organisation sociale hiérarchisée mais se groupent en communautés tribales à l'existence souvent éphémère. Alliés aux Avars, peuple d'origine mongole, les Slovènes vont s'installer à l'Ouest des Balkans. En 626, deux tribus slaves, les Croates et les Serbes, participent au contraire à la victoire de Byzance face aux Avars devant les murs de Constantinople. Après avoir reçu le statut de « fédérés » (chargés de défendre les marches de l'Empire) par Héraclius, ils s'installent respectivement entre la Drave et l'Adriatique et à l'est de la Drina.

Les principaux acteurs du futur conflit yougoslave viennent de faire leur entrée dans l'Histoire.

L'expansion des slaves se poursuit au VIII^e siècle et affecta leur unité originelle. Leur langue, le slave commun, se divisa progressivement en dialectes régionaux. Des tribus se défirent, une partie de leurs membres demeurant sur place, les autres migrant parfois dans des directions opposées. Néanmoins, la colonisation de leurs nouveaux territoires achevés, les slaves abandonnèrent leurs structures sociales et politiques souples articulées autour de clan regroupés en tribu. Ils s'unirent pour mieux se protéger des agresseurs extérieurs et préserver leur autonomie.

Ils ne purent cependant résister à la « reconquête » engagée sous le Saint Empire. Les Francs christianisèrent ainsi les Slovènes puis les Croates, déjà évangélisés pour certains

depuis les possessions byzantines de Dalmatie. Ainsi, à l'aube du XI^e siècle, les jeunes Etats slaves avaient-ils tous rejoint la communauté des Etats chrétiens.

2.2. Construction de l'identité musulmane en Bosnie

En Bosnie, en particulier, après qu'une partie de la population eut adopté au Bas Moyen Age la religion des Bogomiles, secte chrétienne d'origine bulgare, l'occupation ottomane dès 1386 entraîne de nombreuses conversions à l'Islam. Mais cette identité musulmane ottomane en Bosnie se trouve mise en question par les victoires militaires de l'Autriche Hongrie en 1878, suite au Congrès de Berlin.

2.2.1. Une construction contrariée

Les Slaves islamisés constituaient en effet une minorité dominante, parmi laquelle élites urbaines et propriétaires terriens tiraient leur pouvoir et leur statut de leurs liens avec Istanbul. L'occupation austro-hongroise leur fit perdre cette prépondérance, en même temps qu'elle les diluait au sein d'un ensemble plus vaste. Les Croates catholiques y furent favorisés par Vienne jusqu'à la Première Guerre mondiale puis les Serbes orthodoxes s'assuraient la suprématie politique. Face à ce bouleversement, les élites musulmanes des Balkans les plus attachées à la Sublime Porte émigrèrent à Istanbul, où la communauté d'origine bosniaque était bien représentée autour du sérail. Pour ceux qui restèrent, il n'y eut pas de construction d'une clôture communautaire autour de la codification des pratiques religieuses dans leur sens le plus strict. En revanche, la société bosniaque se figea autour de communautés définies par l'appartenance confessionnelle. Par exemple, lorsque des élections sont organisées par la puissance occupante en 1910 en Bosnie, les électeurs, définis par leur identité religieuse, votent pour des notables représentant leur propre communauté (musulmane, serbe, croate ou juive).

Entre 1918 et 1941, dans un État qui s'appelait à l'origine « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes », l'identité des populations musulmanes est confrontée à un défi. Si cette communauté veut exister au même titre que les autres, qui disposent de territoires dont le peuplement est plus homogène il lui faut se transformer en une nation. Résidant pour l'essentiel entre les zones à majorité croate dans l'Ouest et serbe dans l'Est, les musulmans sont pris en étau entre ceux qui les considèrent comme des « Croates islamisés » ou des « Serbes islamisés ». Ainsi, en 1928 la Bosnie-Herzégovine perd son autonomie territoriale et est divisée en quatre départements (banovinas). Dans ce contexte où l'appartenance

confessionnelle éprouve des difficultés croissantes à se traduire en communauté politique, le parti musulman, Jugoslovenska Muslimanska Organizacija (« Organisation Musulmane Yougoslave »), le JMO, fondé en 1919, périclité tandis que d'autres formes de constructions identitaires se développent. Outre le Parti communiste, qui s'implante aussi chez les Serbes ou les Croates, un courant panislamiste politique voit le jour. Pour lui, l'appartenance confessionnelle doit devenir militantisme pour réinstaurer la Communauté des Croyants dans sa grandeur à l'échelle universelle. En effet, plus encore que leurs collègues arabes, les oulémas bosniaques ont été ébranlés par l'abolition du califat ottoman prononcée par Atatürk en 1924. En effet, il constituait leur référent par excellence : le reis ül ülema (« chef des oulémas ») qui exerçait l'autorité religieuse suprême en Bosnie était nommé avec l'aval de l'autorité religieuse d'Istanbul. La jeune génération religieuse se tournera ainsi vers les mouvements islamistes qui naissent au Caire à la fin des années 1920. L'association al-Hidaje (« la voie droite »), est fondé en 1936 puis « Les jeunes Musulmans » en 1941. Recrutant dans la jeunesse scolarisée, cette dernière fait de l'islam dans sa forme salafiste et épurée, le mode d'organisation de la société. Cette idéologie s'oppose au communisme et aux fascismes qui se répandent dans ces milieux. L'invasion nazie, qui se produit le mois suivant la création des Jeunes musulmans, voit certains des militants rejoindre la division SS Handjar (« Poignard »), levée parmi les musulmans bosniaques par le mufti de Jérusalem Amine al Husseini, hôte du 3^e Reich. Par la suite, le mouvement des partisans dirigé par Tito, secrétaire général du Parti Communiste, parvient à enrôler bon nombre de recrues dans une population musulmane. Il lui offre en effet une échappatoire face aux milices oustachies (croates pronazies) et tchetniks (serbes), l'une et l'autre se livrant à des massacres dans les zones qu'elles contrôlent. À la Libération, le régime communiste dissout al-Hidaje, compromise avec l'occupant, et, en 1949, quatre responsables des jeunes musulmans sont condamnés à la peine capitale.

2.2.2. Emergence d'une nationalité nouvelle

Paradoxalement, la Yougoslavie communiste de Tito jettera les bases de l'affirmation d'une identité nationale musulmane. Après une quinzaine d'années pendant lesquelles l'idéologie officielle favorise un centralisme politique et culturel visant à fondre toutes les composantes du pays dans une identité yougoslave et communiste unique, la décennie 1960 marque une détente. Elle accentue la dimension confédérale de l'État et permet l'expression de débats, certes limités, mais qui détonnent par rapport à la censure très stricte dans le bloc de l'Est. Par opposition aux autres républiques constitutives de la Fédération yougoslave, qui

correspondent à une « nation » (peuplées de Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens ...), la Bosnie-Herzégovine ne comprend pas une « nation bosniaque », mais regroupe des Serbes, des Croates et des « indéterminés ». Le recensement de 1961 fait apparaître pour la première fois la dénomination distincte de « Musulmans ». Entendue au sens ethnique, elle deviendra à partir de 1968 une « nationalité » nouvelle. Les « Musulmans » (avec un M majuscule) sont alors définis comme les populations de langue serbo-croate et d'appartenance confessionnelle islamique, alors que les « musulmans » (avec un m minuscule) sont l'ensemble des fidèles de l'islam, quelle que soit leur nationalité (Musulmans, mais aussi Albanais du Kosovo par exemple). Cette affirmation sécularisée d'une identité nationale fondée sur l'appartenance confessionnelle rappelle la définition des juifs lors de la création d'Israël en 1948. Elle se produit au moment où les populations « Musulmanes » de Bosnie deviennent le premier groupe démographique de cette république et voient leurs élites percer dans l'appareil politique et le monde économique. Elles sont mises en avant par Tito pour promouvoir la stratégie internationale de la Yougoslavie à la tête du Mouvement des non-alignés, lequel compte de nombreux pays musulmans, comme l'Égypte ou l'Indonésie. Seule nation yougoslave sans territoire en propre, les Musulmans, chez qui la laïcisation se développe aussi rapidement que parmi les autres nationalités, ne trouvent pourtant d'institution autonome que dans le champ religieux. La Communauté Islamique (Islamska Zajednica), structure animée par des oulémas, est en effet l'interlocuteur religieux autorisé du pouvoir.

Chargée de gérer les mosquées ainsi que la medressa de Sarajevo, elle s'emploie à redonner le contenu le plus pieux possible à la nationalité « Musulmane ». Elle favorise également la réaffirmation du courant panislamiste réprimé à la fin des années 1940. La Déclaration islamique rédigée en 1970 par Alija Izetbegovic comme « programme d'islamisation des Musulmans et des nations musulmanes » manifeste que son auteur est perméable aux nouvelles idées qui se font jour dans le reste du monde autour des penseurs islamistes et que nous avons décrites dans le premier chapitre.

Ces idées attirent également des étudiants et des élèves de la medressa souvent issus de milieux ruraux et qui n'appartiennent pas aux familles des élites « Musulmanes » de Sarajevo, bénéficiaires de la modernisation entreprise par le régime. Une génération d'intellectuels islamistes voit ainsi le jour à partir des années 1970. Elle présente des caractéristiques communes avec ses semblables dans le reste de l'Oumma à cette époque : mêmes références à des penseurs issus de la filiation des Frères, mêmes origines sociales dans les milieux nouvellement urbanisés, et cela au moment où la population « Musulmane » de Bosnie connaît une essor démographique.

2.2.3. Faible adhésion au courant islamiste mondial

Mais il n'existe pas, par-delà cette intelligentsia islamiste, d'autres groupes sociaux susceptibles de se fédérer sous sa houlette pour créer un mouvement comparable à ceux que connaissent alors l'Égypte, le Pakistan ou la Malaisie. Il n'y a ni bourgeoisie pieuse ni jeunesse urbaine pauvre qui, dans cette République de Bosnie encore socialiste, seraient à même de s'y agréger. Les islamistes bosniaques demeurent, entre 1970 et 1990, un courant intellectuel dont les membres sont soudés par des relations anciennes et des vicissitudes communes, mais ne constituent pas un mouvement social. La principale de leurs épreuves est le procès intenté à treize d'entre eux au printemps 1983, dans une période où la victoire de la révolution iranienne (février 1979) a suscité des inquiétudes. De plus, la mort de Tito (mai 1980) a fait disparaître la clef de voûte du système yougoslave et ouvert la voie à la compétition des nationalismes qui conduira à l'explosion du pays. Ce procès politique, au terme duquel Alija Izetbegovic et ses principaux coïnculpés écoperont de plusieurs années de prison pour « fondamentalisme », affaiblit une tendance et en entrave l'expansion au-delà des cercles estudiantins. Mais il lui donnera une légitimité indéniable lorsque, dès la fin de la décennie, se lèveront des élites nouvelles capables d'incarner le nationalisme « Musulman » au milieu des incertitudes puis des drames de la guerre.

2.3. La montée en puissance du SDA

2.3.1. Victoire électorale

La création du SDA, en mars 1990, est le fait d'anciens condamnés de 1983, autour desquels se sont regroupés de jeunes imams, des intellectuels islamistes de formation laïque, et quelques personnalités venant du bazar ou des media. Mais ce parti issu d'un cercle d'intellectuels sans véritable relais dans la population parvient à s'imposer, dans le vide institutionnel et le désarroi politique d'une société perdant très rapidement l'essentiel des repères construits depuis 1945. Il se présente comme le représentant par excellence de Musulmans qui appréhendent de faire les frais des affrontements entre des Serbes et des Croates, déterminés à proclamer des États indépendants et tentés de dépecer le territoire de la Bosnie. Durant les huit mois séparant la création du SDA de l'élection de M. Izetbegovic à la présidence de la République bosniaque, il devient un parti de masse, grâce à l'appui que lui apportent des notables liés à la Ligue des Communistes. Le plus éminent est Fikret Abdic, directeur du combinat Agrokomerc, impliqué dans un scandale financier retentissant en 1987, et sans aucune affiliation avec la mouvance islamiste. La victoire du SDA à l'élection de

novembre 1990 est davantage marquée dans les régions rurales et les villes moyennes qu'à Sarajevo. Les couches urbanisées y sont en effet plus réceptives au programme de partis « citoyens » hostiles au nationalisme, qu'il soit musulman, serbe ou croate. Mais dans l'ensemble, les trois partis nationalistes victorieux (SDA, SDS serbe et HDZ croate) se répartissent le pouvoir, au sein d'une coalition de circonstance où ces deux dernières composantes sont attirées dans une dynamique centrifuge qui les projette vers la Serbie et la Croatie.

2.3.2. Ouverture vers les partis citoyens

Ainsi, lorsque éclate la guerre sur le territoire bosniaque, en avril 1992, le mois suivant la proclamation de l'Indépendance que refusent les députés serbes du SDS, et au lendemain de la reconnaissance de celle-ci par la Communauté Européenne, la « lisibilité » de la situation, d'un point de vue « musulman » est passablement confuse. Les Musulmans dont les milices serbes attaquent les villages se définissent comme tels en termes de nationalité, tout en ayant une pratique religieuse particulière faible. Toutefois, le parti qui les représente et pour lequel ils ont majoritairement voté, le SDA, est issu du courant religieux dont le président Izetbegovic a été le principal idéologue. Celui-ci a pourtant évolué depuis la Déclaration islamique de 1970. Son livre de 1988, *L'islam entre l'Est et l'Ouest*, comme ses textes ultérieurs prennent leurs distances avec les thèmes les plus radicaux des écrits de jeunesse. L'aspiration à l'État islamique y cède la place à l'exigence de la démocratie. Ce thème est plus apte à séduire les classes moyennes urbaines laïcisées qui forment le gros des cadres et intellectuels de Sarajevo, rétives à l'égard d'un parti dont les origines leur restent suspectes. Et au fur et à mesure du déroulement de la guerre, le SDA aura un besoin croissant de ces couches socioculturelles, de leurs capacités techniques, organisationnelles, militaires. Elles représentent également les interlocuteurs privilégiés des gouvernements et des intellectuels occidentaux, relais d'opinion précieux pour promouvoir l'image de Sarajevo « capitale culturelle de l'Europe ». Il faut en valoriser l'ouverture et la tolérance pour l'opposer à la barbarie des milices serbes engagées dans le nettoyage ethnique. Ainsi, en octobre 1993, les partis « citoyens » participent au pouvoir, et M. Haris Silajdzic est nommé Premier ministre. Après son départ du gouvernement, en janvier 1996, il deviendra l'une des principales figures des « démocrates musulmans » critiques envers l'État-SDA.

3. LA SOLIDARITE ISLAMIQUE AVEC LE CONFLIT

3.1. Un enjeu majeur

Dans le monde musulman, la Bosnie fut un enjeu majeur entre 1992 et 1995.

L'espace de sens islamique s'était accru symboliquement à l'Europe occidentale en 1989 avec la fatwa contre Salman Rushdie. Il se trouvait soudain agrandi de nouveau vers l'ouest, en Europe centrale cette fois, et il englobait des populations indigènes, non des immigrés. Mais à peine recouvrée, cette nouvelle terre musulmane semblait menacée de disparaître dans la tuerie perpétrée par les Serbes, au milieu du silence complice de l'Occident des droits de l'homme. Les défenseurs de l'Irak furent prompts à dénoncer le double standard de ceux qui frappaient ce pays d'embargo et bombardaient son territoire mais n'infligeaient que des sanctions bénignes à la Serbie de Milosevic. Le sang des musulmans, entendit-on, a moins de valeur que leur pétrole. De plus, le jihaden Afghanistan se terminait avec la chute de Kaboul aux mains des moujahidines en Avril 1992, le mois même où les hostilités furent déclenchées à Sarajevo par les milices Serbes et l'Intifada se diluait dans le processus de paix israélo-palestinien. Enfin, contrairement à la guerre civile d'Algérie qui débuta aussi en 1992 mais qui, opposant des musulmans entre eux était moins lisible à l'échelle de l'Oumma, celle qui ensanglanta la Bosnie permit l'expression des diverses stratégies des Etats luttant pour la suprématie sur l'islam. Dans le camp des Etats du monde musulman qui avaient participé à l'opération « Tempête du désert » la solidarité avec la Bosnie devint une cause.

La première conférence destinée à en présenter une lecture islamique a lieu les 18-19 septembre 1992 à la mosquée de Zagreb (édifiée en 1987 par des fonds saoudiens) et rassemble des dirigeants de la mouvance islamique internationale proche des Frères musulmans. Ensuite, l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) s'est révélé le forum adéquat pour cette initiative. L'influence saoudienne s'y exerce de manière prépondérante, mais a été soumise à trois types de pressions : l'activisme iranien, la surenchère des mouvements islamistes oppositionnels et les initiatives incontrôlées des « salafistes jihadistes » qui voyaient dans la Bosnie un nouveau front de la guerre sainte.

3.2. Les acteurs

3.2.1. L'Iran

L'Iran avait tissé des liens anciens avec les fondateurs du SDA : trois des inculpés du procès de 1983 avaient été arrêtés alors qu'ils revenaient de l'un de ces congrès pour l'unité entre chi'ites et sunnites à Téhéran. La révolution iranienne, avec son caractère moderne et iconoclaste, exerçait en effet plus d'attrait sur l'establishment islamiste européen du SDA que le conservatisme wahhabite. Ses relents médiévaux, son insistance sur le dogme, et tous ses aspects « sclérosés » avaient déjà été vilipendés par la Déclaration islamique dès 1970.

En 1992, Téhéran fut particulièrement actif durant deux conférences extraordinaires de l'OCI sur la Bosnie, à Istanbul en juin et à Djedda en décembre. La seconde, à laquelle participa M. Izetbegovic, chercha à obtenir la levée de l'embargo mis par le Conseil de Sécurité de l'Onu sur les armes à destination de la Bosnie. Elle y faisait valoir que les Serbes disposaient des arsenaux de l'ancienne armée yougoslave. Elle s'acheva pourtant sur des résolutions qui, tout en exprimant la solidarité de l'organisation avec Sarajevo, n'enfreignaient pas les résolutions de l'Onu en ce sens. Il était difficile, devant les radars de l'Otan, d'armer les Bosniaques comme l'avaient été les Afghans.

L'embargo aurait pourtant été tourné par l'Iran dès le printemps 1992. Les armes transitaient par la Turquie et l'aéroport de Zagreb et étaient livrées en zone bosniaque après prélèvement d'un tiers de la cargaison par les forces croates. Cette filière bénéficia, dans un premier temps, du benign neglect du gouvernement américain, qui voyait là un moyen de rééquilibrer les forces dans l'ancienne Yougoslavie en faveur de la fédération croato-musulmane. Elle fut éventée lorsque furent confisquées publiquement plusieurs tonnes d'armes dans un avion iranien à Zagreb, en avril 1994, motivant par la suite une enquête du Congrès américain. Mais elle ne fut réellement entravée qu'après la signature des accords de Dayton, en décembre 1995. Les conseillers et instructeurs militaires iraniens (quelques centaines selon les estimations les plus fiables), issus du corps des Gardiens de la Révolution (pasdarans), furent alors contraints de partir, sous la pression américaine.

En parallèle à cette aide militaire, la République islamique déploya en Bosnie des activités idéologiques, relayées par certains dirigeants du SDA, et caritatives, par l'intermédiaire de la Société du Croissant Rouge iranien. Contrairement aux réseaux wahhabites, elle sut donner une image d'efficacité où la dimension humanitaire comptait autant que la solidarité islamique. A la sortie du conflit, un sondage indiquant que 86 % des musulmans bosniaques avaient une « opinion favorable » de l'Iran marqua la réussite de cette

stratégie. Ce fut d'ailleurs un motif de souci pour les Etats-Unis qui mirent tout en œuvre pour la faire échouer mais aussi pour les concurrents de Téhéran dans l'espace de sens islamique international.

3.2.2. L'Arabie Saoudite

En Arabie Saoudite, le pouvoir et les instances religieuses qui sont dans son orbite se font les avocats de l'armement de la Bosnie, voire d'un jihad armé. Mais ils redoutent que celui-ci ne passe sous le contrôle de groupes hostiles à Riyad, comme cela vient de se produire en Afghanistan. C'est donc l'aide humanitaire et matérielle qui joue le premier rôle, entre des initiatives diplomatiques sans grand effet et un jihad que l'on préfère voir s'exprimer par la plume que par l'épée. Elle passe par une branche spécialisée de la Ligue Islamique Mondiale et par un fonds spécial géré par le prince Salman, le gouverneur de Riyad, qui en avait supervisé un semblable, pour l'Afghanistan. Dès 1992, quelque 150 millions de dollars d'assistance saoudienne, publique et privée, parviennent en Bosnie.

3.2.3. Le jihad

Chez certains militants, les atrocités subies par les Bosniaques démontraient la vanité de toute velléité d'assimilation des musulmans immigrés. Européens « de souche », voire blonds aux yeux bleus, ces derniers parlaient la même langue, appartenaient à la même ethnie que leurs bourreaux et la plupart étaient profondément laïcisés. Cela n'avait pourtant servi à rien. Le salut résidait donc non pas dans l'intégration et l'assimilation mais au contraire dans une intensification du lien religieux et un renforcement de la communauté.

La guerre met ainsi à l'épreuve la définition de l'identité musulmane en Bosnie, entre les conceptions islamistes d'une partie des élites au pouvoir et la version sécularisée qu'en a la majorité de la société. Ceux qui perpétrèrent le nettoyage ethnique et ses atrocités ne s'interrogeaient pas pour savoir si leurs victimes étaient croyantes ou laïques. Ces persécutions ont favorisé, notamment chez certaines personnes déplacées qui avaient tout perdu, l'exacerbation d'une identité religieuse sur le modèle de l'islamisme militant. Elle s'est exprimée par la création, au sein de l'armée bosniaque, de quelques « brigades islamiques » rassemblant ces déplacés, où interdits et prescriptions étaient strictement respectés. Le phénomène est demeuré minoritaire malgré les encouragements que lui prodiguèrent tant les dirigeants du SDA que les diverses organisations caritatives islamiques étrangères et les « jihadistes » formés dans la nébuleuse de Peshawar.

En effet, une forme plus radicale de propagation des conceptions intransigeantes de l'islam fut ainsi promue par les « salafistes jihadistes » qui parvinrent en Bosnie pour y mener le jihad armé malgré l'opposition de leurs gouvernements. Comptant, selon diverses estimations, près de deux mille combattants, dont bon nombre de Saoudiens et de ressortissants de la péninsule Arabique, ils arrivèrent en Bosnie après l'entrée des moujahidines à Kaboul en avril 1992. Tandis qu'Egyptiens et Algériens commençaient à rentrer dans leur pays où beaucoup prendraient part aux activités militaires, ceux qui venaient en Bosnie n'avaient à peu près aucune idée de ce que pouvait bien être un pays musulman européen. Ils le perçurent comme une nouvelle portion de l'Oumma islamique où se comporter comme en Afghanistan.

L'un des principaux dirigeants des moujahidines de Bosnie fut une figure haute en couleurs, le « commandant » Abou Abdel Aziz, dit « Barbaros » (Barberousse), ainsi nommé à cause de sa barbe. Il la portait longue de plusieurs empan et la teignait (ainsi que sa chevelure soigneusement peignée) au henné, selon une coutume attribuée au Prophète. Ancien d'Afghanistan, qu'il rejoignit en 1984 à l'appel d'Abdallah Azzam, il cherchait un nouveau terrain pour poursuivre le jihad après la chute de Kaboul en 1992, hésitant entre les Philippines et le Cachemire. Quinze jours seulement s'écoulèrent, et la crise en Bosnie commença. Cela confirmait les propos du Prophète : « Certainement, le jihad continuera jusqu'au jour du Jugement. » Parti en reconnaissance avec quatre « Afghans », il authentifia le conflit comme un jihadet demanda des fatwas à trois des oulémas salafistes qui avaient déjà apporté leur soutien à Abdallah Azzam pour la guerre en Afghanistan. Les volontaires arrivèrent alors en Bosnie et firent de la ville de Zenica facilement accessible depuis la Croatie, leur lieu de rassemblement. Ils combattirent soit de leur propre initiative soit dans le cadre de la 7ème brigade (« islamique ») de l'armée bosniaque, créée en septembre 1992. Les conflits idéologiques qui les opposèrent aux combattants de souche bosniaque conduisirent à leur regroupement au sein du régiment El Mudzahidun, créé spécialement pour eux en août 1993. « Barbaros » exerçait son commandement dans cette structure. Ces « jihadistes » aguerris, venus avec des armes lourdes, livrèrent des batailles féroces aux milices serbes. Leurs textes de propagande considèrent qu'ils ont remporté des succès décisifs, sauvant l'islam de l'anéantissement. Mais ils ne cédaient en rien à leurs ennemis en cruauté. Des photographies de guerriers arabes brandissant en souriant les têtes de « chrétiens serbes » fraîchement coupées ou les écrasant à coups de talon firent un tel effet que l'armée bosniaque dut reprendre le contrôle de ces éléments dont le zèle excessif lui portait préjudice.

Outre leur action militaire, ils utilisèrent leur « temps libre » pour propager auprès des musulmans bosniaques leur conception salafiste. Transposant l'expérience afghane dans les Balkans, en particulier dans la région de Zenica, ils entreprirent de « purger » l'islam local. Ils perturbèrent les cérémonies des confréries jugées « déviantes », tentèrent d'imposer aux femmes le port du voile noir, aux hommes celui de la barbe, saccagèrent les cafés ... Ces pratiques, parfois accompagnées de mariages « chari'atiques » (non déclarés à l'état civil) avec des jeunes filles bosniaques, alimentèrent une rumeur défavorable et des réactions négatives. La presse des « partis citoyens », certains intellectuels musulmans démocrates et même des idéologues panislamistes du SDA s'en firent l'écho. El Mudzahidun, auquel le président Izetbegovic rendit publiquement hommage le 10 décembre 1995, ne devait pas résister aux accords de Dayton, signés quelques jours plus tard à Paris. Les « volontaires étrangers » furent priés de quitter le territoire de la Bosnie-Herzégovine, en contrepartie de l'arrivée des militaires américains venus faire respecter la paix. Pour bon nombre de ces «salafistes jihadistes », l'expérience était amère puisque la guerre dont ils avaient voulu faire un jihad s'achevait en pax americana. Selon leur lecture de la situation, des soldats « impies » investissaient le territoire de la Communauté des Croyants, comme en un écho funeste de la venue en masse des armées de la coalition internationale sur le sol saoudien cinq ans auparavant. La Bosnie avait été sauvée de la prédation serbe, mais au prix de son attraction dans l'espace de sens européen, de son « occidentalisation », à l'inverse de l'Afghanistan. Les conceptions militantes et rigoristes de l'islam ne prirent souche qu'auprès de petites organisations extrémistes de jeunes. Il ne reste aujourd'hui que quelques ressortissants arabes naturalisés, ayant pris femme en Bosnie, et vivant au sein de « communes islamiques » dans les villages isolés du nord du pays.

3.2.4. Les organisations humanitaires

Outre les organisations humanitaires islamique de la péninsule Arabique, le conflit suscite l'entrée en scène d'associations caritatives récoltant des fonds parmi les populations musulmanes d'Europe occidentale (particulièrement au Royaume-Uni, où elles bénéficient du charisme de Youssouf Islam, l'ancien chanteur POP Converti Cat Stevens). Dans les milieux islamistes européens, la cause des musulmans de Bosnie permet de lancer un mouvement de solidarité qui entame le monopole de l'aide humanitaire par des organisations occidentales, chrétiennes ou non confessionnelles, dépeintes comme animées d'un esprit missionnaire. C'est aussi l'occasion d'intervenir dans un domaine moral par excellence, devenu au cours des années 1980 un enjeu politique important des relations internationales. La spécialisation

islamique de cette cause humanitaire évite la dilution de leurs dons dans des associations caritatives à vocation universelle. La commune identité européenne des musulmans bosniaques et des descendants de Pakistanais, de Maghrébins ou de Turcs en Angleterre, en France ou en Allemagne est une puissante motivation que ces associations mettent en avant.

Certaines des organisations humanitaires islamiques présentes en Bosnie, qui se regroupèrent en un Comité de coordination sous égide saoudienne, mettaient en œuvre une conception de la charité associée à la da'wa, la propagation de la foi. Elle suscita de nombreuses controverses car l'obtention des secours était parfois lié à l'accomplissement des obligations religieuses, comprises dans leur acception la plus rigoriste, par ceux qui la recevaient. La rumeur se répandit ainsi que les femmes non voilées ne recevaient pas d'aide, que ceux qui ne fréquentaient pas les mosquées n'y avaient pas droit non plus, etc... Les circonstances de la guerre n'ont pas permis de recenser précisément ces faits, mais telle fut la réputation que ces associations acquirent.

3.2.5. L'opposition islamiste

Comme dans la décennie précédente, on a retrouvé dans le conflit bosniaque les mêmes pôles concurrents : l'Iran, l'Arabie saoudite, les multiples tendances des mouvements islamistes, des Frères musulmans aux salafistes jihadistes. Mais le contexte n'était plus le même qu'en Afghanistan. Téhéran avait perdu le zèle révolutionnaire qu'aiguillonnait de son vivant l'ayatollah Khomeini ; à Ryad, la monarchie était lourdement endettée après la guerre du Golfe, minée par son opposition intérieure. Et le jihad représentait un slogan à manier avec précaution en milieu européen, où il déclenchait des réactions virulentes dont la propagande serbe faisait son miel. Les oppositions islamistes y trouvèrent matière à surenchère, accusant les régimes d'inertie, de connivence avec l'Occident, d'une nouvelle trahison de l'Oumma après la forfaiture qu'avait représenté l'appel à la rescousse de la coalition internationale pour écraser les armées de Bagdad. Ainsi, face à cette inertie relative de l'OCI et des dirigeants des États sunnites, l'opposition islamiste de chacun de ces pays fit du soutien aux Bosniaques un cheval de bataille, grâce auquel elle pouvait entamer la légitimité religieuse du gouvernement dont elle incriminait la passivité. En Egypte par exemple, les Frères musulmans appellent dès 1992 à un jihad contre les Serbes, calqué sur celui d'Afghanistan. Pour le pouvoir qui fait face au terrorisme qui se développe alors dans la vallée du Nil, il est impératif d'éviter une nouvelle agitation, incontrôlable sur ce thème. L'État s'emploie dès lors à contrôler la solidarité avec la Bosnie, la cantonne dans une dimension strictement humanitaire et médicale, et réprime toute velléité d'engagement dans un jihad armé.

3.3. Bilan

La « solidarité islamique » envers la Bosnie, fit couler beaucoup d'encre dans le monde musulman, et donna matière à de nombreuses déclarations de principe. Mais elle ne donna finalement lieu pour l'essentiel qu' à une compétition de basse intensité entre l'Iran, l'Arabie Saoudite et leur cercle d'alliés, principalement à travers le parrainage d'organisations humanitaires islamiques. Elle fut en effet prise au dépourvu dans le domaine concret par une situation sur laquelle les modes d'intervention étaient malaisés et soumis à des contraintes internationales beaucoup plus complexes que la solidarité avec la Palestine ou l'Afghanistan. Sauf l'Iran, les États et les organisations qui souhaitèrent l'exprimer disposaient de peu de relais et de contacts dans la société bosniaque, dont le caractère européen était, pour pareille opération, nouveau et déconcertant.

CONCLUSION

M. Izetbegovic, chef de file d'un courant islamiste anciennement constitué mais très minoritaire est devenu le premier président élu démocratiquement d'un pays où la population est pourtant massivement laïcisée. Habilement, dans un contexte d'exacerbation des nationalismes sur tout le territoire de la Yougoslavie en déréliction, il a su attirer les suffrages en inscrivant son parti au cœur d'une identité nationale énoncée par l'appartenance confessionnelle. En effet, le SDA a instrumentalisé l'islam pour fonder sa légitimité, a fusionné « Musulmans » et « musulmans », identité nationale et religion.

Au moment où face à l'agression serbe se développait un large mouvement de solidarité musulmane pour les nouveaux venus de l'Oumma en Bosnie - l'action des ONG humanitaires islamiques a rencontré un certain succès, l'efficacité sur le terrain des brigadistes du jihad, a été souligné par Mr Izetbegovic lui-même - on a craint que les liens anciens des principaux dirigeants du SDA avec la mouvance islamique mondiale ne fasse basculer le pouvoir vers l'intégrisme.

Mais, face à une population faiblement sensible à cette idéologie, le président lui-même ne cesse, sans renier ses engagements d'antan, de faire des déclarations publiques marquées au coin du réalisme politique. Il estime en effet que l'instauration de l'État islamique ou toute tentative d'appliquer la charia se heurteraient à l'opposition de la masse des électeurs et mineraient ainsi le pouvoir du SDA. L'accaparement même de la religion, s'il est gros d'une dérive populiste, a interdit aussi la radicalisation du message ou de la pratique du parti. Celui-ci ne peut gouverner qu'en rassemblant les classes moyennes laïques des villes, les anciens cadres communistes, peu sensibles à la religion, et la Bosnie rurale.

Ainsi, même si quelques maladroites ont été commises - les ONG mêlant parfois maladroitement charité et da'wa, la rigidité des jihadistes leur faisant parfois confondre Zenica et Jalalabad - , l'échec de la greffe des militants islamistes radicaux en Bosnie est donc dû en premier lieu à l'émergence, dans la société civile, d'une mise en pratique et d'une appropriation du religieux dans un cadre démocratique. Elle s'apparente par bien des aspects à la logique « post islamiste » qui se déploie, à partir du milieu de la décennie 1990, dans les sociétés d'autres pays musulmans, jusque et y compris en Iran.

Chaque année, en juin, les dignitaires du SDA président à la célébration de l'Ajvatovica, un pèlerinage aux origines anciennes, islamisé par les confréries, et qui est en passe de

symboliser l'identité de la Bosnie musulmane et le pluralisme qui se déploie en son sein. Bien sûr, on peut encore lire dans les revues du parti quelques textes qui rappellent la tonalité de la Déclaration islamique de 1970. Ils appellent en effet à la réislamisation de la société, insistent sur l'ordre moral dont l'islam est porteur. Mais, bien que ce cercle des fondateurs demeure de sensibilité islamiste, garde le contrôle des rouages et de l'idéologie, le parti a été transformé par la société, qui l'a investi, plus qu'il n'est parvenu à la changer en l'islamisant.

Par-delà les accents idéalistes de cette formule, on retiendra l'échec d'une greffe islamiste en Bosnie qui, en 1992, semblait portée par une dynamique internationale mais qui, trois ans plus tard, était rejetée par la souche bosniaque, sans avoir su porter aucun fruit.

Références bibliographiques :

Ouvrages collectifs:

Les religions et la guerre, sous la direction de P.VIAUD, Les Editions du Cerf, 1991.

Egypte : les paradoxes de la réislamisation, auteurs multiples, La documentation française, 1996.

Articles et contributions :

FARAG I., « Ces musulmans venus d'ailleurs : la Bosnie vue d'Egypte », La documentation française, n°151, pp. 41-50

SURYADANATA L., « Islam and Suharto's Foreign Policy », Asian survey, n°3, pp.291-315

POPOVIC A., « L'Islam dans l'ex-Yougoslavie », EST&OUEST, n°108, pp.4-6

JAKSIC B., « Petites guerres dans les Balkans », LE MONDE DIPLOMATIQUE, n°496, pp. 1-4-5

GURR Ted Robert, « Ethnic warfare on the wane », FOREIGN AFFAIRS, Volume 79 n°3, pp. 52-64

LA GORCE Paul-Marie de, « Les risques d'extension du conflit en Bosnie », LE MONDE DIPLOMATIQUE, n°466, pp.8-9

Ouvrages :

BOTIVEAU Bernard, « Géopolitique des islams », POCHE GEOPOLITIQUE, pp.61-66

KEPEL Gilles, « Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme », GALLIMARD

MUDRY Thierry, « Histoire de la Bosnie-Herzégovine », ELLIPSES

GALLOIS Pierre-Marie, « Le soleil d'allah aveugle l'Occident », OBJECTIONS